

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 51/098/2008
ÉFAI
5 septembre 2008

États-Unis. Utilisation disproportionnée de la force contre des manifestants lors de la convention nationale républicaine

Amnesty International est préoccupée par les allégations selon lesquelles la police a fait un usage excessif de la force et procédé à des arrestations massives lors de manifestations à Saint Paul, dans le Minnesota, où se tenait la convention nationale des républicains du 1^{er} au 4 septembre 2008. L'organisation demande aux autorités de la ville et du comté de veiller à ce que toutes les allégations de mauvais traitements et d'autres violences fassent l'objet d'enquêtes impartiales, et à ce que les méthodes et armes utilisées par la police pour les opérations de maintien de l'ordre lors des manifestations fassent l'objet d'un réexamen.

Les préoccupations de l'organisation ont été suscitées par des informations, vidéos et photographies diffusées par les médias et suggérant que la police avait fait un usage injustifié et disproportionné d'armes non létales contre des manifestants pacifiques qui défilaient dans les rues ou étaient rassemblés devant le bâtiment où se tenait la convention.

Des policiers auraient tiré avec des balles en caoutchouc et utilisé des matraques, du gaz poivre, des grenades lacrymogènes et des grenades fusantes à aérosol contre des manifestants non violents et des journalistes. Amnesty International a également reçu des informations non confirmées selon lesquelles certains des manifestants arrêtés pourraient avoir été maltraités à la maison d'arrêt du comté de Ramsey.

Amnesty International est également préoccupée par les informations selon lesquelles plusieurs journalistes qui couvraient la convention ont fait l'objet d'arrestations arbitraires alors qu'ils filmaient les manifestations ou rassemblaient des informations à ce sujet. Parmi ces personnes figuraient Amy Goodman, animatrice de l'émission d'information Democracy Now! et deux des producteurs de l'émission, Sharif Abdel Kouddous et Nicole Salazar, qui auraient subi des violences au moment de leur arrestation. Un photographe de l'agence Associated Press (AP) et d'autres journalistes qui se trouvaient sur place ont également été arrêtés pendant les manifestations.

Sharif Abdel Kouddous a fait la description suivante de son arrestation aux médias : « ...deux ou trois policiers s'en sont pris à moi. Ils m'ont poussé violemment contre un mur. Puis ils m'ont jeté à terre. J'ai reçu plusieurs coups de pied dans la poitrine. Un policier a enfoncé son genou dans mon dos ... Pendant tout ce temps-là, je leur disais "Je suis des médias. Je travaille dans la presse ..." Mais ... cela ne semblait faire aucune différence ».

Amnesty International reconnaît qu'il est difficile de maintenir l'ordre lors des grandes manifestations de protestation et qu'il est possible que certains des manifestants aient pris part à des actes de violence ou d'obstruction de la voie publique. Cependant, certaines des interventions de la police semblent avoir été contraires aux normes des Nations unies relatives au recours à la force par les responsables de l'application des lois. Ces textes disposent notamment que la force doit être utilisée uniquement en dernier recours, proportionnellement à la menace posée et dans le but de ne causer que le minimum de dommages et d'atteintes à l'intégrité physique. Certaines des interventions des policiers semblent également avoir contrevenu aux lois et directives relatives à l'utilisation de la force en vigueur aux États-Unis. Les normes des Nations unies mettent en outre l'accent sur le fait que chacun a le droit de participer à des

rassemblements légaux et pacifiques, conformément aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Amnesty International demande qu'une enquête soit menée sans tarder et que les résultats de ces investigations et les recommandations qui en découleront soient rendus publics sans tarder. S'il s'avère qu'il a été fait usage d'une force excessive contraire aux principes de nécessité et de proportionnalité, les personnes impliquées devront faire l'objet de mesures disciplinaires, des mesures devront être prises et les policiers devront être formés afin que les opérations futures de maintien de l'ordre se déroulent dans le respect des normes internationales.

FIN/